



PRÉFET DE L'ORNE

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE

Le préfet,
chevalier de la légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du mérite,

Vu le code de l'environnement, livre V, titre 1^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 mars 2005, autorisant la S.A.R.L J.M. BELEC à exploiter une station de transit de résidus de nettoyage de cuves d'hydrocarbures chez les particuliers ou les industriels dans des locaux situés Zone Industrielle, rue Auguste Mottin à Sées ;

Vu l'arrêté préfectoral du 8 novembre 2006 accordant la dispense prévue à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 ;

Vu la proposition de calcul des garanties financières transmise par l'exploitant par courrier du 30 décembre 2013 ;

Vu la demande de modification de classement par courrier du 6 mai 2014 ;

Vu la demande de modifications de l'arrêté du 17 mars 2005 faite par courrier du 8 juillet 2014 ;

Vu l'avis et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 27 juin 2014 ;

Vu l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en date du 21 juillet 2014 ;

Considérant que la société JM Bélec est soumise à l'obligation de constituer des garanties financières pour les installations qu'elles exploitent sur la commune de Sées en application de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé ;

Considérant que les installations exploitées sont notamment soumises à autorisation au titre des rubriques 2718 de la nomenclature des installations listées par l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé, et qu'elles sont considérées comme existantes au sens de ce même arrêté ;

Considérant que la proposition de calcul de garanties financières transmise par l'exploitant et complétée par l'inspection est conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé et conclut à un montant de garanties inférieur à 75 000 euros ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Orne ;

ARRETE

ARTICLE 1 :

Le tableau, visé à l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 mars 2005 susvisé, listant les rubriques de la nomenclature des installations classées auxquelles est soumis la société JM Bélec est remplacé par le tableau des activités classées suivant :

Rubrique et alinéa	Intitulé de la rubrique	A	Activité concernée dans l'établissement
2718.1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R.511-10 du Code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712 et 2719. 1. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t	A	Station de transit de résidus de nettoyage de cuves d'hydrocarbures chez les particuliers ou les industriels Capacité de l'installation : - 1 cuve de 30 m ³ soit une quantité de déchets d'hydrocarbures susceptible d'être stockée au maximum de 30 t ; - quantité annuelle de déchets d'hydrocarbures transitant par le site : 600 tonnes/an.
1432	Stockage de liquides inflammables représentant une capacité équivalente inférieure à 10 m ³	NC	1 cuve de 30 m ³ de liquides inflammables de catégorie C de capacité équivalente 30/5

A : installation soumise à autorisation

NC non classé

ARTICLE 2 :

Il est ajouté un article 17 bis à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 mars 2005 susvisé

ARTICLE 17 BIS GARANTIES FINANCIÈRES

Article 17bis.1 : Objet des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour l'ensemble des installations exploitées sur le site, listées à l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé, au titre du 5° du IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement, et à leurs installations connexes.

Elles sont constituées dans le but de garantir, en cas de défaillance de l'exploitant, la mise en sécurité du site de l'installation en application des dispositions mentionnées à l'article R512-39-1 du code de l'environnement.

Article 17bis.2 : Montant des garanties financières

Le montant des garanties financières est fixé comme suit.

Installations relevant du 5° de l'article R.516-1

	Gestion des produits et déchets sur site (Me)	Indice d'actualisation des coûts	Neutralisation des cuves enterrées (Mi)	Limitation des accès au site (Mc)	Contrôle des effets de l'installation sur l'environnement (Ms)	Gardiennage (Mg)
Montant en Euros TTC	0,00 €		Sans objet	150,00 €	12 000,00 €	15 000,00 €

Le montant total des garanties à constituer est évalué à $M = Sc [Me + 1 (Mi + Mc + Ms + Mg)] = 32\,640,00$ euros TTC (Taux de TVA de 20 %).

Avec Sc : coefficient pondérateur de prise en compte des coûts liés à la gestion du chantier. Ce coefficient est égal à 1,10.

L'indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence des garanties financières est fixé à : 702,6 (indice du mois de septembre 2013).

A tout moment, les quantités de déchets pouvant être entreposées sur le site ne doivent pas dépasser, pour chaque type de déchets, les valeurs maximales définies dans le tableau ci-dessous :

Nature des déchets	Quantité maximale présente sur le site
--------------------	--

Déchets dangereux :	
déchets hydrocarbonés	30 m ³

L'exploitant est néanmoins tenu d'évacuer ses déchets régulièrement. Il devra être en mesure de le justifier à l'inspection. Il tient à jour un état des stocks de déchets présents sur le site qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 17bis.3 : Constitution des garanties financières

Ce montant étant inférieur au montant libératoire de 75 000 € fixé à l'article R. 516-1 du code de l'environnement, la société JM Bélec n'est pas tenue de constituer ces garanties financières.

Article 17 bis.4 : Actualisation des garanties financières

Sans préjudice des dispositions de l'article R516-5-1 du Code de l'Environnement, l'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP01
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

Le montant réactualisé est obtenu par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé.

Article 17 bis.5 : Révision du montant des garanties financières

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une modification du coût de mise en sécurité nécessite une révision du montant de référence des garanties financières et doit être portée à la connaissance du Préfet avant sa réalisation.

ARTICLE 3 :

les dispositions de l'article 13 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 mars 2005 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

ARTICLE 13 : LIMITATION DE LA CONSOMMATION D'EAU

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau.

La réfrigération en circuit ouvert est notamment interdite.

Les installations de prélèvement d'eau doivent être munies de dispositifs de mesure totalisateur des consommations.

ARTICLE 4 :

Les dispositions de l'article 14.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 mars 2005 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Article 14.6 : Eaux industrielles résiduelles

L'installation ne produit pas d'eaux industrielles résiduelles, le lavage extérieur des camions et de l'intérieur des cuves des camions est interdit sur site.

Les eaux de lavage de l'intérieur des deux cuves de 30 m³ constituent des déchets industriels spéciaux et doivent être éliminées conformément aux dispositions de l'article 15 du présent arrêté.

ARTICLE 5 :

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de CAEN. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 6 :

Un extrait du présent arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affichée à la porte de la mairie de SEES pendant un mois avec l'indication qu'une copie intégrale est déposée à la mairie sus-mentionnées et mise à la disposition de tout intéressé.

Il est justifié de l'accomplissement de cette formalité par un certificat d'affichage.

Le même extrait est affiché en permanence de façon lisible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

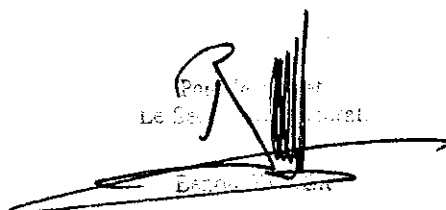
Un avis est inséré par les soins de la préfecture dans deux journaux du département aux frais du pétitionnaire;

ARTICLE 4 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Orne, le maire de SEES, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le lieutenant-colonel commandant le groupement de gendarmerie de l'Orne et l'inspecteur des installations classées, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à la société JM Bélec.

Alençon, le 25 JUL. 2014

LE PREFET



Le Sec. Général